



Contre les ordonnances **et toutes les attaques :**

Trois tours de chauffe...

Et maintenant ?

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées les 12 et 21 septembre à l'appel de la CGT et de Solidaires rejoints par de nombreux militant-e-s de la CFDT, de FO. Samedi 23 plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté dans Paris.

Des ordonnances sur mesure pour les patrons

Gouvernement et patronat prétendent qu'il faut supprimer les obstacles aux licenciements pour, disent-ils, mieux embaucher : ils se fichent ouvertement de nous ! Les patrons licenciaient déjà à tour de bras, ce sera désormais encore plus simple et, même s'ils sont en tort, cela ne leur coûtera plus grand-chose avec le plafonnement des indemnités prud'homales.

Ils pourront « consulter » les salariés pour leur faire accepter de travailler davantage, de gagner moins. Le refus individuel de voir son contrat de travail modifié sera un motif de licenciement. Pourquoi voudriez-vous que les patrons ne se frottent pas les mains pour continuer de s'enrichir sur notre dos ?

Il n'y a pas que les ordonnances. Le gouvernement a déjà décidé de licencier 150 000 travailleurs précaires parmi les contrats dits aidés. Personne dans les classes populaires n'est épargné. La baisse des APL de 5 euros par mois pour tous pourrait grimper jusqu'à 50 ou 60 euros par mois, peut-être même 70, dans le parc HLM.

Macron cherche à saucissonner les luttes

Macron a tenu à affirmer qu'il maintiendrait son cap pro-patronal en annonçant, entre autres, une remise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des cheminots, mais aussi du privé. On ne doute pas qu'il a l'intention d'essayer. Mais, au-delà des postures va-t-en-guerre contre le monde du travail, il faut bien comprendre qu'il craint la convergence de nos luttes.

En annonçant aux fonctionnaires et aux cheminots qu'il les attaquera dans quelques mois, il espère surtout qu'ils vont désertier les luttes d'aujourd'hui pour se préparer à lutter plus tard.

C'est évidemment un piège : nous perdrons à coup sûr s'il réussissait à saucissonner nos luttes.

Alors qu'à l'inverse, si nous faisons reculer le gouvernement maintenant, il remballera le reste. C'est possible : Juppé en 1995, bien que « droit dans ses bottes », avait cédé sur les retraites face à la colère des cheminots ; Villepin, en 2006, avait annulé sa loi sur le CPE, pourtant promulguée, face aux réactions de la rue, en particulier des jeunes.

Construire une riposte générale

Les différentes confédérations syndicales ont des objectifs propres et se présentent en ordre dispersé. Mélenchon, lui, a des visées politiques personnelles évidentes. Aucun plan de mobilisation n'apparaît clairement.

Mais les manifestations des 12, 21 et 23 septembre, chacune dans son genre, ont tout de même contribué à une mobilisation qui peut encore aller vers un mouvement d'ensemble. À condition de nous en mêler nous-mêmes. En commençant par nous servir des appels existants.

Lundi 25, ce sont les routiers, jeudi 28, les retraités, le 10 octobre, les fonctionnaires à l'appel cette fois de tous leurs syndicats – on se demande d'ailleurs pourquoi un appel séparé, les fonctionnaires connaissant des problèmes semblables à ceux de tous les salariés.

Pour gagner, nous devons également augmenter le rapport de forces. Le gouvernement ne lâchera que s'il y a un grand mouvement de grève qui bloque l'économie. C'est ce mouvement que nous pouvons construire dans les prochaines semaines.

À nous d'imposer un rythme plus soutenu de mobilisation en participant, qu'on travaille dans le public ou le privé, à tout ce qui est prévu dans les prochains jours. En particulier, faire du 10 octobre une nouvelle journée interprofessionnelle et pas seulement une journée de grève des fonctionnaires.

GM&S : touchés, mais pas coulés !

Le verdict est tombé : une reprise par GMD, autre sous-traitant automobile avec seulement 120 travailleurs, alors que la CGT et les salariés de GM&S en voulaient le double. Si par leur combat, les travailleurs de GM&S sont parvenus à doubler les primes de reclassement et les comptes alloués à la formation, ils n'ont pas pu maintenir l'entreprise à 240 salariés ni obtenir une prime supra-légale de licenciement.

Faut dire que dans la semaine qui a précédé la décision de justice, le gouvernement a tout fait pour faire taire la contestation en envoyant ses CRS déloger manu-militari les travailleurs qui menaient des actions sur les sites de PSA et Renault. La semaine suivante, de nouveau les CRS empêchaient une manifestation de se rendre à la préfecture de Guéret et l'intimidation est encore montée d'un cran mercredi dernier quand les gendarmes mobiles s'en sont pris violemment à un journaliste cinéaste (il suivait depuis avril la lutte des GM&S), le plaçant 20 heures en garde à vue suivie d'une inculpation pour « rébellion » !

Et depuis la reprise par GMD, l'usine est sous étroite surveillance policière, et le PDG de GMD menace de se retirer si la contestation persiste. Chantage qui pour l'instant ne prend pas et cela n'a pas empêché près de 200 salariés de manifester contre la loi travail à La Souterraine et à Guéret en Creuse et de s'organiser pour « l'après reprise » !

En se battant pour refuser ce qui semblait être inéluctable, la fermeture de l'usine, ils ont obtenu des constructeurs Renault et PSA, près de 10 millions d'euros de commandes supplémentaires. Ils ont poussé le gouvernement à trouver une solution de reprise, ils ont gagné à leur cause la sympathie et la solidarité de milliers de travailleurs. Et de cela, ils en sont tous fiers, même s'ils n'ont pas obtenu l'essentiel : le maintien de l'emploi pour tous.

Pour rejoindre le comité de soutien aux GM&S :

ASDSGM&S (Association de soutien et de défense des salariés de GM&S) 6 cité Jean Macé, Maison des associations, appt 17, 23 300 La Souterraine

Droit au logement pour tous

Les montants de l'Aide personnalisée au logement (APL) vont diminuer de 5 € par mois à partir du 1^{er} octobre. À cela s'ajoutera en 2018 une baisse de 50 à 60 € par mois des APL pour les locataires de logements sociaux.

Cette baisse est supposée être compensée par des diminutions de loyers... qui, si elles prennent effet, représenteront 1,5 million d'euros en moins pour les organismes HLM. De quoi réduire encore la construction, la rénovation et l'entretien

courant des logements sociaux.

Même le très raisonnable délégué général de l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe les organismes de HLM, a claqué la porte des discussions avec le gouvernement en parlant d'une mesure « techniquement, économiquement et socialement inepte, irresponsable ! ».

On ne le lui fait pas dire !

La plus riche du cimetière

Liliane Bettencourt, deuxième plus grosse fortune de France, vient de mourir. Avec une fortune estimée à 34 milliards d'euros, elle avait hérité d'un petit empire de son père Eugène Schueller, patron engagé en politique, ayant contribué au développement de l'extrême droite dans les années 1930-1940.

Si le paiement des droits de succession s'appliquait sur la fortune Bettencourt selon le barème habituel, cela permettrait de combler environ trois fois le fameux déficit de la Sécurité sociale. Mais la milliardaire semble avoir pris les devants, sa succession est préparée depuis 1992 et l'impôt ne sera que symbolique !

Le contrôle par les travailleurs, c'est notre sécurité à tous

Une inspection surprise de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à l'usine Areva-La Hague a pointé des problèmes importants de sécurité, rapporte Le Canard enchaîné. Pas de Fukushima en vue certes, mais quand même de quoi produire des explosions dans des ateliers où l'on retraite les déchets nucléaires...

Depuis des mois, des travailleurs d'Areva alertaient l'ASN. Ils dénoncent les économies sur la formation des salariés, l'état des équipements ou le non-respect des procédures de travail.

Leur vigilance, c'est notre meilleure assurance.

Toujours les mêmes qui se gavent

Le monde comptait en 2016 au moins 815 millions de personnes sous-alimentées. C'est 35 millions de plus qu'en 2015. La faute à la sécheresse provoquée par le réchauffement climatique. La faute aussi à l'accaparement des terres agricoles des pays du tiers-monde par les grands groupes de l'agro-alimentaire. La faute enfin aux guerres menées par les capitalistes pour l'exploitation des ressources terrestres.

À l'heure où l'humanité est capable de produire de quoi nourrir une fois et demie la planète, seule l'expropriation des profiteurs et l'organisation collective de la production par la population peut garantir à chacun de manger à sa faim.